

# Nathalie Kosciusko-Morizet: « Une réalité complexe »

Article paru dans l'édition du 10.07.09

## Entretien

NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET est secrétaire d'Etat à la prospective et à l'économie numérique.

### **Vous avez commandé, en mars, un rapport sur le déclassement au Centre d'analyse stratégique. Quels enseignements vous a-t-il apporté ?**

J'ai commandé ce rapport à la lecture du livre *Le Déclassement*, de Camille Peugny (éd. Grasset). Je retiens à la fois l'existence et la grande complexité du phénomène de déclassement. Ce phénomène est en tout cas plus complexe que dans le livre qui s'appuyait sur des résultats statistiques anciens.

Nous définissons le déclassement comme l'incapacité pour un individu de maintenir la position sociale de ses parents. Mais se sentent également déclassés des gens dont le travail ne correspond pas aux études suivies. On observe d'abord une augmentation du déclassement. On compte aujourd'hui de 22% à 25% de déclassés, contre 18% au début des années 1980. D'un autre côté, les personnes appartenant aux générations nées après 1940 connaissent pour 40% une mobilité sociale ascendante. Cela vient contrebalancer ce phénomène. Il existe probablement une part de ressenti dans le déclassement qui peut s'expliquer de manière objective.

### **En début de rapport, un tableau oppose «idée reçue» et «réalité des faits». Cela signifie-t-il que les effets du déclassement sont surévalués?**

Les Français ont tendance à cultiver un pessimisme collectif qui s'étend à la sphère individuelle. Pourtant, à l'intérieur de l'OCDE, la France est un des pays qui n'a pas connu d'augmentation brutale des inégalités ces dernières années. Néanmoins, on y observe une forte exigence d'égalité. Il faut retenir qu'un certain nombre de personnes qui ne peuvent pas être objectivement considérées comme des déclassés subissent des dépenses contraintes. Ces dépenses s'élevaient en moyenne à 21% en 1979 et atteignent à présent 38%. Ce phénomène est encore plus considérable dans les catégories modestes et il est souvent lié au logement. Ces personnes qui ne sont pas déclassées socioprofessionnellement ressentent comme une frustration le fait de ne pas avoir accès à un logement aussi facilement que leurs parents. La qualité du logement s'est améliorée, mais le prix ne diminue pas, même en période de crise. Le rapport n'établit pas de catégorie homogène de déclassés. Il souligne en revanche que les jeunes, les femmes ou les personnes qui ont connu une longue période de chômage sont les plus touchées.

**Propos recueillis par Adrien Morin**